

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°13 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Recul des IDE malgré une hausse annuelle tirée par les réinvestissements ;
- ❖ **Bhoutan** : La Banque mondiale table sur une croissance de 7,1% pour l'exercice en cours ;
- ❖ **Inde** : La Banque centrale initie une nouvelle classification des sociétés financières non bancaires ;
- ❖ **Maldives** : Les Maldives ont remboursé intégralement leur sukuk souverain de 500 MUSD ;
- ❖ **Népal** : La Banque mondiale prévoit un ralentissement de la croissance pour l'exercice en cours ;
- ❖ **Pakistan** : La Banque mondiale revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour le Pakistan à 3% pour 2026 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Un accord technique conclu avec le FMI le 9 avril.

À RETENIR

6,6%

Prévision de croissance indienne de la
Banque mondiale pour l'exercice 2026/27

Bangladesh

Recul des IDE malgré une hausse annuelle tirée par les réinvestissements

Les investissements directs étrangers (IDE) au Bangladesh présentent une évolution contrastée. Selon les données de la Banque centrale, les flux nets d'IDE ont augmenté de 39 % en 2025 pour atteindre 1,77 Md USD, contre 1,27 Md USD en 2024. Toutefois, cette progression masque une faiblesse persistante des nouveaux investissements notamment les apports en capital (equity), indicateur clé des nouveaux projets, sont restés quasi stables à environ 555 M USD.

La hausse globale des IDE s'explique principalement par les bénéfices réinvestis (781,7 M USD) et les prêts intragroupe (434,1 M USD), traduisant un financement accru des activités par les entreprises déjà présentes plutôt qu'une arrivée de nouveaux investisseurs. Cette composition des flux suggère un manque d'attractivité pour les nouveaux projets et limite les retombées en termes d'emplois et de transfert de technologie.

Cette fragilité est confirmée par le recul des IDE au dernier trimestre 2025 : les flux ont chuté de 18,4 % en glissement annuel, à 108 M USD. Cette baisse s'explique notamment par les incertitudes politiques liées au cycle électoral, ainsi que par des obstacles structurels persistants, tels que les insuffisances en infrastructures et un climat des affaires jugé peu favorable.

Dans ce contexte, la dynamique récente des IDE reflète surtout une consolidation des investissements existants. Elle ne traduit pas un véritable regain d'attractivité du Bangladesh pour les capitaux étrangers. Cette situation s'inscrit dans un environnement marqué par des contraintes structurelles et une incertitude accrue.

[FDI slides 18% in Q4 2025 on policy, infrastructure hurdles | The Business Standard](#)

Ralentissement marqué de la croissance tiré par la faiblesse industrielle

La croissance économique du Bangladesh a ralenti à 3,03 % au deuxième trimestre de l'exercice 2025-26 (octobre-décembre), contre 3,53 % un an plus tôt et 4,96 % au trimestre précédent, marquant un ralentissement de la dynamique économique.

Ce ralentissement s'explique principalement par la forte décélération du secteur industriel, dont la croissance est tombée à 1,27 %, contre 5,78 % un an auparavant. Cette contraction de l'activité manufacturière a pesé lourdement sur la performance globale de l'économie.

À l'inverse, le secteur agricole et des services ont montré une certaine résilience. L'agriculture a progressé de 3,68 % (contre 1,9 % un an plus tôt), tandis que les services ont enregistré une croissance relativement stable autour de 4,45 %. Toutefois, ces performances n'ont pas suffi à compenser la faiblesse de l'industrie.

Plusieurs facteurs expliquent ce ralentissement, notamment les contraintes énergétiques, le ralentissement des exportations, les tensions politiques liées au cycle électoral ainsi que les perturbations externes (notamment la hausse des coûts énergétiques et les incertitudes du commerce mondial), qui ont pesé sur la production industrielle et la demande. La croissance souligne les fragilités structurelles susceptibles de freiner la reprise économique à court terme.

Léger recul de l'inflation, mais pressions persistantes

L'inflation au Bangladesh a reculé à 8,71 % en mars, contre 9,13 % en février, qui constituait un plus haut sur dix mois, selon les données du Bangladesh Bureau of Statistics.

Cette baisse s'explique principalement par le repli de l'inflation alimentaire, passée de 9,30 % à 8,24 %, tandis que l'inflation hors alimentation est restée élevée, autour de 9 %, traduisant des pressions persistantes sur les coûts (énergie, transport, biens importés).

Toutefois, cette modération reste à interpréter avec prudence. Elle reflète davantage un ralentissement du rythme de hausse des prix qu'une véritable baisse du niveau des prix. Par ailleurs, les effets des tensions internationales, notamment la hausse des coûts énergétiques liée au contexte au Moyen-Orient, ne se sont pas encore pleinement transmises à l'économie domestique.

Dans ce contexte, les perspectives d'inflation demeurent incertaines. Les pressions sur les prix pourraient persister à court terme, en raison de la hausse des coûts d'importation et des perturbations des chaînes d'approvisionnement.

[Inflation drops to 8.71% in March | The Business Standard](#)

Record historique des transferts de fonds enregistré en mars

Les transferts de fonds des travailleurs expatriés vers le Bangladesh ont atteint un niveau record de 3,75 Mds USD en mars, soit le plus haut niveau mensuel jamais enregistré, en hausse d'environ 14 % en glissement annuel.

Cette forte progression s'explique notamment par l'augmentation des envois à l'approche de l'Aïd, ainsi que par les mesures incitatives mises en place par les autorités pour encourager le recours aux canaux formels.

Sur l'ensemble de l'exercice en cours, cette performance confirme la dynamique favorable des transferts de fonds, qui constituent une source essentielle de devises pour le pays et contribuent au soutien des réserves de change ainsi que de la consommation des ménages.

Dans ce contexte, le niveau record atteint en mars renforce le rôle des transferts de fonds comme pilier de la stabilité macroéconomique du Bangladesh, malgré un environnement externe incertain.

Bhoutan

[La Banque mondiale table sur une croissance de 7,1% pour l'exercice en cours](#)

L'économie bhoutanaise devrait conserver un rythme élevé, avec une croissance attendue à 7,1% en 2025/26 puis 6,4% en 2026/27, principalement grâce à l'hydroélectricité, notamment la mise en service de Punatsangchhu-II et l'avancement des projets de Dorjilung et Khorlochhu. Cette dynamique reste toutefois peu intensive en emplois et ne corrige pas les principales fragilités du pays, en particulier le chômage des jeunes et l'émigration.

La pauvreté continue de reculer, avec un taux attendu à 5,1% en 2026 puis 4,5% en 2027. En revanche, le chômage des jeunes demeure élevé à 20,6%, tandis qu'environ 9% de la population avait émigré en 2025. L'enjeu principal est donc moins le niveau de croissance que sa capacité à générer des emplois, notamment pour les jeunes et les femmes.

L'inflation devrait atteindre 5,2% en FY25/26 puis 5,6% en FY26/27, sous l'effet de la hausse des prix alimentaires et des carburants, aggravée par les tensions au Moyen-Orient. Les réserves de change devraient progresser à environ 1,3 Md USD, soit près de sept mois d'importations, mais le déficit courant resterait élevé, autour de 20% du PIB, en raison des importations liées aux projets hydroélectriques.

Les principaux risques tiennent à d'éventuels retards des projets hydroélectriques, à une consolidation budgétaire insuffisante, à des fragilités financières et à une hausse prolongée des prix du pétrole. La Banque mondiale souligne ainsi que le développement du secteur privé et de l'agroalimentaire apparaît central pour diversifier la croissance.

[Bhutan's Growth Outlook Remains Strong, Job Creation Must Accelerate Amid Global Uncertainty](#)

Inde

La Banque centrale initie une nouvelle classification des sociétés financières non bancaires

La Banque centrale de l'Inde (RBI) a annoncé qu'elle présentera d'ici la fin du mois d'avril un nouveau cadre de classification des sociétés financières non bancaires (Non-Banking Financial Companies).

Le gouverneur de la RBI, Sanjay Malhotra, a indiqué lors de la conférence de presse suivant l'annonce de la décision de politique monétaire que ce nouveau système visera à classer les NBFC en différentes catégories, notamment une couche supérieure, intermédiaire et de base.

Cette réforme s'inscrit dans une révision plus large du cadre de régulation basé sur la taille de l'entité, afin d'adapter la supervision à la croissance. Bien qu'une classification existe déjà, l'objectif de la nouvelle est d'affiner la supervision du secteur financier non bancaire, devenu de plus en plus important dans l'économie indienne.

Pour rappel, les NBFC sont des institutions financières qui proposent des services similaires à ceux des banques, sans toutefois détenir de licence bancaire. Par conséquent, ces dernières n'ont pas accès aux facilités de liquidité de la Banque centrale ou aux garanties publiques implicites, mais bénéficient en revanche d'un cadre réglementaire et prudentiel plus souple, leur permettant notamment d'obtenir une rentabilité sensiblement supérieure à celle obtenue par les banques.

[RBI says new NBFC classification at the end of month - The Economic Times](#)

Retour sur la récente décision de politique monétaire

Lors de la réunion du 6 au 8 avril 2026, le Comité de politique monétaire (Monetary Policy Committee, MPC) a décidé à l'unanimité de maintenir le taux directeur (Repo Rate) inchangé à 5,25 %. Par conséquent, la Standing Deposit Facility reste fixée à 5,00 % et la Marginal Standing Facility à 5,50 %. Le MPC a également choisi de conserver une orientation neutre, estimant que

la politique monétaire actuelle demeure appropriée dans un contexte marqué par une incertitude accrue.

Face à un environnement international plus volatil, notamment en raison des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, le MPC privilégie une approche prudente, se réservant la possibilité d'ajuster sa politique en fonction de l'évolution des données économiques.

Malgré ces vents contraires, les fondamentaux domestiques de l'économie indienne restent solides, portés par le dynamisme du secteur des services, l'amélioration de l'utilisation des capacités et la solidité du bilan des entreprises et du secteur financier. Dans ce contexte, le MPC considère que l'économie indienne est mieux armée pour absorber les chocs, tout en restant attentif à l'évolution des risques globaux.

[RBI Policy, RBI MPC Meeting 2026 Live: Repo rate unchanged, India's GDP growth seen at 6.9%; RBI governor Sanjay Malhotra flags risks due to US-Iran war](#)

Record d'entrée de « flux invisibles » lors de l'exercice budgétaire 2025-26

Selon les données de la Banque centrale indienne, les recettes indiennes de flux dits « invisibles », comprenant les recettes d'exportation de services, les revenus primaires et secondaires, ont fortement augmenté au cours des neuf premiers mois de l'exercice budgétaire en cours pour atteindre un montant de 464 Mds USD, soit une augmentation de 56 % en glissement annuel.

Cette hausse est principalement imputable à l'exportation de services (+9% en g.a., 310 Mds USD) notamment dans les secteurs informatiques, et aux revenus primaires et secondaires, cumulant 153 Mds USD sur la période sous revue.

Ces flux dits « invisibles », par opposition aux échanges de biens, jouent un rôle clé dans la stabilité macroéconomique de l'Inde, soutenant significativement la balance des paiements du pays, en contribuant à financer le déficit commercial et à renforcer les réserves de change.

[Services, remittances boost India's invisible inflows to \\$464 billion in FY26 - The Economic Times](#)

La Banque mondiale réhausse ses estimations de croissance de l'économie indienne pour l'exercice 2026-27

Au sein de sa dernière publication économique centrée sur l'Asie du Sud, la Banque mondiale annonce relever sa prévision de croissance pour l'Inde à hauteur de 6,6% pour l'exercice budgétaire 2026-27, contre 6,3% précédemment.

Ce rehaussement est principalement imputable à la robustesse de la demande intérieure, ainsi qu'à la performance notable des exportations, notamment de services dont les recettes atteignent 310 Mds USD pour l'exercice en cours selon la Banque centrale.

Il convient de noter que la croissance s'inscrit tout de même dans une tendance baissière, après le rythme de 7,6% estimé pour l'exercice 2025-26 achevée fin mars. Les raisons principales de ce ralentissement sont liées aux tensions géopolitiques, à la hausse du prix de l'énergie et des incertitudes de l'économie mondiale. En effet, les prix élevés de l'énergie sont susceptibles d'augmenter l'inflation, et diminuer le revenu disponible des ménages, tandis que l'incertitude économique mondiale peut affecter directement les décisions d'investissement des entreprises via la perturbation des chaînes d'approvisionnement.

Toutefois, dans le rapport en question, la Banque mondiale affirme que l'Inde possède des amortisseurs suffisants – notamment en matière de réserves de change, de demande

intérieure, et de solidité du secteur bancaire - pour faire face aux chocs liés à la guerre en Iran, et ce malgré un environnement international plus incertain. Les économistes de l'organisation soulignent plusieurs autres facteurs soutenant la croissance indienne : les différents accords de commerce signés ces dernières années, qui viendraient stimuler les exportations, mais également les assouplissements réglementaires, tels que la réforme de la valeur ajoutée ayant permis de maintenir la consommation à court terme.

[India has ample buffers to weather headwinds from Middle East conflict: World Bank - The Economic Times](#)

Maldives

Les Maldives ont remboursé intégralement leur sukuk souverain de 500 MUSD

Le montant total du règlement atteint 524,68 MUSD (6,4% du PIB en 2026), dont 500 MUSD de principal et 24,68 MUSD d'intérêts. Le remboursement a été financé par le Sovereign Development Fund et par les réserves officielles, dans un contexte où les autorités cherchent à réduire la pression de la dette et à améliorer les indicateurs budgétaires du pays.

[Maldivian Monetary Authority](#)

Conséquences financières directes de la guerre en Iran pour les Maldives

Pour la période allant du 28 février au 9 avril 2026, le surcoût lié à l'importation de pétrole par les Maldives (12 800 barils/jour en moyenne) s'élève à plus de 17 MUSD. Le nombre de touristes accueillis entre le 1er mars et le 7 avril 2026 a baissé de 21% par rapport à la période correspondante de l'année dernière, alors que la tendance était très positive au début de l'année, ce qui représente un coût direct supérieur à 131 MUSD (1,5% du PIB).

Népal

La Banque mondiale prévoit un ralentissement de la croissance pour l'exercice en cours

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale, au premier semestre de l'exercice 2025/26, la croissance est restée stable à 3,4% en glissement annuel en raison des effets des troubles politiques de septembre 2025, du ralentissement de la production agricole et la faiblesse persistante de l'investissement privé hors hydroélectricité. Le soutien principal à l'activité est venu du secteur industriel, tiré par l'augmentation des capacités hydroélectriques, tandis que les services ont progressé modestement et que l'agriculture a été pénalisée par la baisse de la production de riz, sous l'effet combiné de la sécheresse au moment des plantations et de fortes pluies au moment des récoltes.

L'inflation a fortement reculé à 1,7% au premier semestre, en dessous de la cible de la banque centrale, principalement grâce à la baisse des prix alimentaires. Cette désinflation a permis un assouplissement monétaire, avec une baisse du taux directeur à 4,25%. Toutefois, cet assouplissement ne s'est pas traduit par une reprise franche du crédit au secteur privé, qui reste limitée par la faiblesse de la demande domestique. En parallèle, la qualité des actifs bancaires se dégrade, le ratio de créances douteuses atteignant 5,4%.

Sur le plan extérieur, l'excédent courant a atteint 6,7% du PIB au premier semestre, soutenu par une progression très forte des transferts des migrants, qui ont compensé l'élargissement du déficit commercial. Les réserves de change ont ainsi atteint 22,5 Mds USD, soit 18,1 mois d'importations de biens et services.

La situation budgétaire se dégrade légèrement : le solde passe d'un léger excédent à un déficit de 0,3% du PIB au premier semestre, sous l'effet du recul des recettes. Si la dépense totale reste stable, sa composition pèse sur la croissance, avec des dépenses courantes en hausse et des dépenses en capital très faibles, exécutées à seulement 12,1%. Cette sous-exécution continue de freiner le soutien public à l'activité.

Pour l'exercice en cours, la Banque mondiale ramène la croissance à 2,3%, en raison des effets persistants des troubles internes et du conflit au Moyen-Orient. Un redressement vers 4,4% en moyenne sur 2026/27 et 2027/28 reste possible, sous réserve d'une croissance domestique plus solide et moins dépendante des transferts extérieurs.

[Nepal Development Update 2026](#)

Pakistan

La Banque mondiale revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour le Pakistan à 3% pour 2026

Dans la dernière édition de son Regional Economic Update (World Bank: Middle East, North Africa, Afghanistan & Pakistan Economic Update — April 2026), la Banque mondiale a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le Pakistan au cours de l'exercice budgétaire 2026, à 3%, contre 3,4% ; elle prévoit également une hausse de l'inflation à 7,4% et une aggravation du déficit de la balance courante à 4,9 Mds USD (1,2% du PIB), dans le contexte de la crise avec l'Iran, sur fond de hausse du cours des matières premières énergétiques et de baisse des flux de transferts de travailleurs expatriés.

[Middle East, North Africa, Afghanistan & Pakistan Economic Update: Challenges of Conflict and Industrial Policy for Development](#)

Nouvelles mesures d'atténuation de la crise énergétique

Suite à l'annonce d'une nouvelle hausse du prix des carburants — désormais fixés à 458,41 PKR/litre pour l'essence et 520,35 PKR/litre pour le diesel — le Premier ministre a convoqué une réunion d'urgence réunissant ministres fédéraux et hauts responsables, au cours de laquelle il a annoncé une série de mesures destinées à atténuer l'impact de ce choc sur les ménages et les acteurs économiques.

Le gouvernement a d'abord décidé d'une réduction immédiate de 80 PKR sur la taxe pétrolière, puis du déploiement accéléré du "Fuel Relief Package", un dispositif coordonné entre l'échelon fédéral et les provinces. Ce programme comprend notamment le lancement de subventions ciblées, dont une aide mensuelle de 2 000 PKR pour les utilisateurs de motos, versée par voie numérique via Easypaisa, ainsi qu'un soutien financier substantiel aux transporteurs : 100 000 PKR par mois pour les bus de passagers, 40 000 PKR pour les minibus et vans, 70 000 PKR pour les camions, 80 000 PKR pour les véhicules de fret lourds et 35 000 PKR pour les camionnettes de livraison, sur la base des listes officielles transmises par l'ensemble des provinces.

À ces dispositifs s'ajoutent des mesures complémentaires, telles que la gratuité des transports publics à Islamabad, le gel des tarifs de Pakistan Railways et des subventions additionnelles en faveur des transporteurs, des agriculteurs et des usagers de motos. 1,2 milliard de PKR auraient ainsi été distribués par voie digitale, touchant plus de 32 000 bénéficiaires.

La transition des subventions généralisées pour tous les consommateurs vers un système de subventions ciblées sur les catégories les plus vulnérables, en s'appuyant sur un modèle de quotas géré par les provinces, semble en phase avec les recommandations du FMI, qui avait appelé le gouvernement à éliminer rapidement les distorsions dans la tarification des produits pétroliers en mettant fin aux subventions généralisées sur les principaux produits pétroliers. Les responsables pakistanais doivent prochainement informer la direction du FMI et de la Banque mondiale, lors des réunions de printemps, sur la manière dont les provinces contribuent à ce mécanisme de subventions.

[Rs1.2 billion disbursed among 32,000 beneficiaries under PM Fuel Package - Pakistan - DAWN.COM](#)

Le Pakistan rembourse un prêt de 3,5 Mds USD aux Emirats arabes unis et un Eurobond de 1,3 Mds USD

Le Pakistan a annoncé qu'il procéderait au remboursement d'un prêt de 3,5 Mds USD aux Emirats arabes unis avant la fin du mois. Ces fonds avaient été accordés en 2019 dans le cadre de l'aide financière extérieure du Fonds pour le développement d'Abu Dhabi, destinée à stabiliser la balance des paiements et consolider les réserves de change de la Banque centrale, et leur remboursement met fin à plusieurs années de renouvellements périodiques de cet accord. Le gouvernement a indiqué que cette décision avait été prise en réponse à la demande explicite des ÉAU, tout en précisant qu'il reste engagé à honorer ses obligations financières internationales dans le cadre de son programme avec le Fonds monétaire international.

Le remboursement de ce prêt va se traduire par une importante baisse des réserves de change dont le niveau s'élève actuellement à 16,4 Mds USD, d'autant que le Pakistan vient également de rembourser un Eurobond de 1,3 Md USD arrivé à échéance le 9 avril (l'opération comprend également le paiement de 126,125 millions de dollars d'intérêts (coupon) sur d'autres émissions d'Eurobonds, portant le total des remboursements à plus de 1,426 Mds USD), et que l'émission de Panda bonds annoncée depuis près d'un an prend du retard, faisant peser un risque sur les besoins de financement extérieur dans le cadre du programme FMI.

[Pakistan to return \\$3.5bn UAE debt before month end: official - Business - DAWN.COM](#)

Les transferts de fonds atteignent 3,8 Mds USD au mois de mars

Selon les données publiées par la Banque centrale (State Bank of Pakistan, SBP), le niveau des transferts de travailleurs expatriés s'est élevé à 3,8 Mds USD au mois de mars, en hausse de 17% en glissement mensuel, mais en baisse d'environ 5 % en g.a. La forte hausse enregistrée au cours du mois de mars pourrait s'expliquer (i) par la période du Ramadan au cours de laquelle les transferts sont traditionnellement plus élevés, mais aussi (ii) par une accélération des transferts dans le contexte de la crise actuelle.

Entre juillet 2025 et mars 2026 (9 mois de l'exercice budgétaire), les transferts se sont élevés à 30,3 Mds USD, en hausse d'environ 8,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les données de mars mettent également en évidence une divergence marquée selon les pays d'origine : les flux en provenance des États-Unis (-14 % en glissement annuel) et du Royaume-Uni (-14 %) ont reculé plus fortement, tandis que ceux issus des principaux pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (-5 %), ont montré une contraction plus modérée.

[Pakistan records \\$3.8bn in remittances for March 2026 - Markets - Business Recorder](#)

Sri Lanka

Un accord technique conclu avec le FMI le 9 avril

Un accord au niveau des services a été conclu avec le FMI à l'issue des 5e et 6e revues combinées (la 5e revue avait dû être repoussée en raison du passage du cyclone Ditwah qui a dévasté le pays fin novembre) du programme en cours, ce qui permettra, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration du Fonds, de débloquer environ 700 MUSD d'ici fin mai. Cet accord s'inscrit dans un contexte où les réserves officielles brutes ont baissé de 251 MUSD durant le mois de mars, probablement en raison de la hausse des importations d'énergie.

[Department of Census & Statistics](#)

Annonce d'un paquet destiné à alléger le choc dû au conflit au Moyen-Orient

Le dispositif comprend une subvention au carburant pouvant atteindre 100 LKR/litre pour le diesel et 20 LKR/litre pour l'essence pendant trois mois, un relèvement ponctuel des allocations Aswesuma (programme d'aide sociale) en avril, la prise en charge pendant trois mois du surcoût d'électricité pour les abonnés consommant moins de 90 kWh, une hausse de la subvention aux engrais pour la campagne agricole actuelle, ainsi que des aides ciblées à la pêche. Le coût budgétaire de ces mesures atteindrait 100 Mds LKR (soit 317 MUSD, et 0,3% du PIB). Si le niveau de ce paquet reste modeste, il pose la question de sa compatibilité avec les engagements pris envers le FMI, qui a déjà reconnu lors de sa récente mission sur place qu'un choc exogène en 2026 pourrait nécessiter une adaptation du programme en cours.

[News \(organe officiel de presse\)](#)

Fraude massive détectée à la banque NDB

La banque, qui se classe au 8e rang des banques sri-lankaises en termes d'actifs, a découvert une fraude interne impliquant certains employés ayant agi avec des tiers, sans que les soldes des clients aient été touchés. Les employés impliqués ont été suspendus et un audit judiciaire indépendant lancé. Le montant du préjudice s'élèverait à 13,2 Mds LKR (42 MUSD environ). Dans le scénario le plus défavorable, l'impact pourrait conduire à une perte nette trimestrielle d'environ 4 Mds LKR (12,8 MUSD) au 31 mars 2026, soit 0,4% de l'actif de la banque et plus que le bénéfice net qu'elle a dégagé sur l'ensemble de l'exercice 2025 (11 Mds LKR). Après la reprise de cotation, l'action NDB a clôturé le 7 avril en chute de 15,1%. La Banque centrale du Sri Lanka a indiqué estimer que, malgré la perte annoncée, les ratios prudentiels de fonds propres et de liquidité restaient au-dessus des minimums réglementaires.

Conséquences financières directes de la guerre en Iran pour le Sri Lanka

Pour la période allant du 28 février au 9 avril 2026, le surcoût lié à l'importation de pétrole par le Sri Lanka (115 000 barils/jour en moyenne) s'élève à près de 153 MUSD. Le nombre de touristes accueillis entre le 1er mars et le 5 avril 2026 a baissé de 19,3% par rapport à la période correspondante de l'année dernière, alors que la tendance était très positive au début de l'année, ce qui représente un coût direct supérieur à 64 MUSD.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

Les dernières publications des services :

- SER de New Delhi : [Quels impacts économiques du conflit en Iran pour l'Inde ?](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr